



## **Retour du contre - sommet des peuples d'Amérique Latine et d'Europe de Madrid**

Du 14 au 18 mai, environ 2 500 militantes et militants associatifs, altermondialistes, écologistes, éducatifs, féministes, politiques et syndicaux, représentant 150 organisations, venus d'Europe et d'Amérique Latine/ Caraïbe (ALC) se sont rencontrés dans le cadre du 4<sup>ème</sup> contre sommet Enlazando Alternativas (Tissons des alternatives) pour échanger et construire des convergences d'action "contre l'Europe du capital, la guerre et ses crises, pour la solidarité entre les peuples". Evidemment les médias dominants européens n'ont pas donné d'écho à cet évènement en dehors de quelques entrefilets pour présenter les enjeux du sommet officiel entre les gouvernements des pays concernés.

Ce contre sommet de Madrid a été préparé depuis plusieurs mois unitairement en Amérique Latine et en Europe, particulièrement en Espagne et en France. (*voir revue n°22 mars/ avril 2010 : Amérique Latine: un continent qui résiste*)

Le réseau bi-régional Europe/ ALC « Enlazando alternativas » a été créé à la suite du forum social européen de Paris en 2003 afin de résister à l'avancée du néolibéralisme dans ces parties du monde et de contribuer à construire un système dans lequel les droits économiques, politiques, sociaux, culturels et environnementaux des peuples soient une priorité face aux diktats du capital. Ce réseau organise tous les 2 ans un contre-sommet en marge du sommet officiel des Chefs d'Etat et de gouvernement d'Europe et d'ALC, dénonçant ainsi la véritable recolonisation que représentent les accords commerciaux entre ces régions et la complicité des institutions de l'UE dans la destruction des conditions de vie, des droits sociaux et environnementaux des peuples d' ALC.

Enlazando Alternativas met également en avant la dette historique que doit assumer l'UE envers les peuples d'ALC, en particulier les peuples originaires et les anciennes colonies.

### **Un contre sommet studieux**

Au cours de ces 4 jours plus de 80 ateliers autogérés se sont réunis à l'Université Complutense de Madrid et ont débattu du rôle des multinationales européennes en ALC, des négociations autour des accords d'association et des traités de libre commerce entre l'UE et l'ALC et des responsabilités historiques, sociales, financières, culturelles, écologiques des gouvernements européens. Ces ateliers ont également débouché sur la dénonciation de la militarisation du continent par les pays impérialistes et de la politique de migration de l'Europe forteresse. Ils ont permis de construire des convergences sur la défense des droits humains, la recherche d'alternatives économiques face au capitalisme, la défense des services publics, la lutte pour la souveraineté populaire.

Voici quelques –uns des thèmes discutés lors de ces ateliers :

Banlieues européennes et lois nationales qui criminalisent les immigrants/ Bataille de l'information/

Alternatives à la crise en Europe et en ALC : la solution de l'écologie/

Impacts de l'activité des entreprises transnationales sur les droits des peuples indigènes/

La crise: changement de modèle, réponses politiques et propositions alternatives/

Echanges énergétiques entre l'Amérique latine et l'Europe et changement climatique/

Haïti : responsabilités et perspectives ?/ Honduras : vers une assemblée constituante/ Le commerce au dessus des peuples ?/ L'eau : résistances populaires à la stratégie d'appropriation par les multinationales/

S'affronter au marché : éduquer pour la vie....

## Un contre sommet en lien avec les luttes en Amérique Latine

Les différentes assemblées organisées lors du contre sommet ont été marquées par les déclarations de plusieurs personnalités emblématiques des luttes en Amérique Latine et le rappel de l'importance des enjeux géopolitiques dans la région.

Par exemple, le contre sommet s'est ouvert sur un vibrant hommage aux récentes victimes des paramilitaires mexicains, dont la leader syndicaliste paysanne oaxaqueña Bety Cariño Trujillo, ce qui a donné l'occasion de saluer la mémoire de tous les syndicalistes et leaders des mouvements citoyens et des organisations paysannes assassinés car ils s'opposaient aux intérêts des multinationales.

Autre personnalité qui aura marqué ce contre sommet : Berta Cáceres, du Frente Nacional de Resistencia Popular du Honduras : elle a montré que les violations des droits humains au Honduras continuent et que le gouvernement de Porfirio Lobo n'est rien d'autre que la continuité du coup d'état du 28 juin. Rappelons que, si l'ultimatum des gouvernements de la plupart des pays d'Amérique du Sud a contraint Porfirio Lobo à renoncer à sa participation au sommet des chefs d'état d'Europe/ ALC, son invitation par Zapatero au sommet UE-Amérique Centrale du mercredi 19 mai, s'est maintenue car les accords commerciaux entre l'Europe et les pays d'Amérique Centrale sont au cœur des négociations.

Les interventions de l'argentine Nora Cortiñas, cofondatrice de l'association Madres de Plaza de Mayo, et de Piedad Córdoba, sénatrice colombienne, ont contribué à placer le contre sommet dans la continuité des luttes latino américaines contre l'impunité des anciens tortionnaires, pour la paix et l'auto détermination des peuples.

Une rencontre avec les gouvernements de plusieurs pays de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) a été également organisée. Malgré l'absence des présidents progressistes d'Amérique Latine (seul Evo Morales était présent à Madrid mais son agenda chargé ne lui a finalement pas permis de venir au rendez-vous), les ministres du Venezuela, d'Equateur, de Bolivie et de Cuba ont présenté les alternatives politiques réalisées dans leurs pays et ont dialogué avec les représentants des mouvements sociaux.

## Un contre sommet en phase avec les luttes contre les plans de rigueur européens

Dans le contexte de crise du capitalisme, après l'annonce des plans de rigueur en Grèce et au lendemain de la décision du gouvernement de Zapatero de baisser les traitements des fonctionnaires espagnols de 5% et de geler les salaires et les pensions, on a bien vu que la question de la dette que l'on croyait jusqu'à maintenant réservée aux pays du Sud nous concerne désormais aussi en Europe.

Des participants à la marche de Lisbonne à Madrid contre l'Europe du capital et des membres du Forum Social Grec ont participé à l'ouverture du contre sommet et l'ont placé dans un contexte d'appel à la grève générale et pour l'union des peuples contre le paiement de la dette.

Le dimanche 16 mai, la manifestation unitaire d'Enlazando Alternativas, très dynamique, festive et colorée, a rassemblé entre 5000 et 10000 latino américains et européens. Les mots d'ordre dénonçaient aussi bien les traités de libre commerce imposés par l'Europe à l'ALC que les politiques menées en Europe pour obliger les travailleurs à payer la crise. Plusieurs syndicats espagnols (en particulier la CGT, syndicat anarchiste) avaient particulièrement mobilisé et le mot d'ordre de grève générale a été largement repris par les manifestants espagnols, portugais, grecs et français.



## Le Tribunal Permanent des Peuples

Le point fort de ces 4 jours a certainement été la réunion du Tribunal Permanent des Peuples qui a permis de montrer en s'appuyant sur des cas concrets combien les traités de libre commerce signés avec l'Europe ont des conséquences dramatiques en ALC : pillage des ressources naturelles, déplacements forcés, dévastation de la biodiversité, exploitation de la main d'œuvre locale, ruine des petits paysans, atteinte aux droits des peuples. 27 accusations de crimes contre l'humanité perpétrés par des multinationales européennes avec la complicité des institutions européennes ont été examinées et symboliquement jugées par ce tribunal composé de personnalités bien connues du monde militant et associatif européen et latino américain.

Voici quelques exemples des entreprises dénoncées auprès du TPP:

Pescanova, Aguas de Barcelona, Telefónica, Santander, Unión Fenosa, Repsol, Continental, Bayer BP, Nestlé, Shell, Veolia, GDF, Dreyfus, Perenco ...

Le tribunal a également montré que la réglementation douanière de l'UE favorise les grandes entreprises pharmaceutiques et empêche, en violation des normes internationales, la circulation des médicaments génériques produits en Inde et au Brésil, privant ainsi des populations entières d'accès à la santé.

Si les sentences de ce tribunal, présentées lundi 17 avril, n'ont pas de portée institutionnelle, elles s'appuient cependant sur un cadre juridique précis et permettent de donner de la visibilité à des situations dramatiques dont sont responsables les multinationales européennes. Le tribunal affirme dans son document final qu'il est « possible d'identifier une étroite relation entre les politiques publiques de l'UE et les intérêts des entreprises transnationales dans des secteurs stratégiques ».

### Et maintenant ?

Les résultats du sommet officiel ne peuvent que nous inquiéter. En effet, la signature des traités avec l'Amérique centrale, la Colombie et le Pérou créent les conditions pour approfondir la violence, la pauvreté et les désastres écologiques dans ces régions.

« Nous accusons l'UE de complicité flagrante dans la violation des droits humains en Colombie, Honduras, Pérou, Guatemala et Mexique, pays où des dirigeants sociaux sont assassinés quotidiennement », dénonce dans sa déclaration finale le réseau Enlazando Alternativas qui annonce des mobilisations contre la ratification de ces accords. La signature des traités avec deux gouvernements particulièrement répressifs, celui de Colombie et celui du Honduras, montre clairement que, dans la politique extérieure de l'UE, ce sont les intérêts financiers qui priment sur les droits des peuples.

La sentence du Tribunal et la Déclaration Finale affirment donc la nécessité de construire ensemble des alternatives. Ce contre sommet doit contribuer au renforcement des résistances à la mondialisation néolibérale. Comme l'a affirmé Berta Cáceres, du Honduras, nous devons mondialiser nos luttes !

Le mouvement syndical doit trouver toute sa place dans la remise en cause de la politique de l'UE.

Si les syndicats latino américains sont venus nombreux à ce contre sommet, les syndicats européens ont été peu représentés en dehors de la présence de la CGT espagnole à la manifestation et de la participation aux débats de quelques membres de la FSU et de Solidaires. En particulier les syndicats présents dans les entreprises européennes, dont les filiales en Amérique latine sont coupables de violations des droits des peuples, devraient s'emparer de cette question.

Nous devons aussi mener une lutte constante pour nous informer et informer autour de nous tant le black out médiatique est puissant.

Cathy Ferré (article publié dans l'Ecole Emancipée, revue syndicale et pédagogique)

Plus d'infos (en espagnol) :

→ compte-rendu, vidéos, déclaration, photos : <http://www.enlazandoalternativas.org/spip.php>

→ tribunal permanent des peuples : <http://www.enlazandoalternativas.org/spip.php?article674>

→ galerie d'images : <http://www.flickr.com/photos/tni/sets/72157623937949775/>